



Assemblée des délégués d'AGORA du 10 avril 2015 au Château de Boudry

Rapport du président Philippe Jeannerat

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les invités et délégués,

Lorsque je m'attelle à mon ordinateur pour écrire ce fameux rapport présidentiel, tout commence par un grand vide et je me demande toujours par quoi je pourrais bien commencer. Pour entrer dans le vif du sujet, on aime bien commenter les conditions de récoltes passées, la météo de l'année écoulée etc... Et puis cette année, je n'ai pas spécialement envie de vous encombrer avec ce sujet tant il est répétitif. D'autres points de l'actualité me paraissent plus importants.

Si l'on se réfère aux statistiques et aux commentaires de nos autorités, ces dernières se félicitent volontiers de la « réussite de la politique agricole » mise en place l'an dernier. Elles avouent que certains détails doivent encore être ajustés mais que globalement, on peut se référer à la ligne tracée. En effet, les transformateurs et les distributeurs continuent d'enranger de jolis bénéfices le nombre de consommateurs est en augmentation, le revenu agricole moyen est légèrement à la hausse, l'enveloppe des paiements directs est maintenue, bref, que demande le peuple ?

Pourtant, au milieu de ces affirmations positives, l'ambiance dans les campagnes est morose. Que se passe-t-il ? Les paysans peinent à se retrouver dans cette jungle de nouvelles directives liées à PA 14-17. Viennent s'ajouter des prix à la production en baisse, le franc fort (alors que l'on nous prédit des effets collatéraux, notamment sur les produits importés pour l'agriculture et qui tardent à venir), la surcharge administrative, la pression des contrôles à répétition etc. Tous ces éléments découragent les agriculteurs à produire. Le nombre d'agriculteurs qui cessent la production laitière en dit long sur l'ampleur du phénomène. Même si l'OFAG prétend ne pas entrer en matière sur une libéralisation de l'agriculture, le fait d'accepter que celle-ci soit utilisée comme monnaie d'échange à l'exportation d'autres technologies nous fait penser le contraire. Le contenu du contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative sur la sécurité alimentaire en est une preuve supplémentaire. Une réunion organisée par AGORA entre des agriculteurs, choisis par les Chambres d'agriculture et M. Bernard Lehmann a eu lieu dans le courant du mois de mars. Le but de celle-ci était de sensibiliser le Directeur de l'OFAG aux réalités du terrain et de le convaincre d'adapter les ordonnances pour favoriser une agriculture productive dans l'esprit de la durabilité. Sur le premier point, c'est-à-dire la sensibilité, je pense que c'est gagné. Par contre, quant à changer de cap sur la productivité, je n'ai pas senti M. Lehmann prêt à faire des concessions. Je retiendrais juste une petite phrase anodine de sa part où il esquisse la possibilité d'une contribution aux exploitations familiales. Voilà peut-être le seul point positif à retenir des affirmations de l'OFAG. Encore faudra-t-il savoir quelle forme cette nouvelle contribution pourrait prendre ? Le comité d'AGORA a chargé la direction d'y réfléchir.

Malgré les efforts de M. Lehmann je dois constater que le fossé entre les faiseurs de loi et la base paysanne se creuse. Les ingénieurs d'aujourd'hui sont de moins en moins en phase avec les réalités du terrain, ce qui amène à toujours plus de distorsions entre la politique et les marchés. Un élément supplémentaire pour renforcer le doute dans les campagnes. Après une première partie de l'année 2014 propice à la production laitière, voilà que, une fois de plus, tout s'écroule. Il aura suffi de quelques pourcents de surproduction pour revenir à des prix inacceptables. On en profite pour accuser les producteurs de ne pas savoir gérer les quantités. Et comme le hasard fait bien les choses, on trouve l'excuse du franc fort pour justifier des baisses de prix. Quelque soit leurs provenances, ces conclusions me paraissent faciles et simplistes. Pour un agriculteur qui s'est spécialisé dans le lait, et qui a investi dans

ce sens, quelle autre possibilité pour lui en cas de forte baisse du prix que de produire plus pour maintenir son revenu ? Et l'industrie laitière le sait mieux que tous, la surproduction est nuisible aux producteurs mais très profitable aux transformateurs. Pour sauver la face, PSL a créé LACTOFAMA. A mon sens, le réflexe était bon pour venir jouer aux pompiers et sauver la mise dans l'urgence. Mais sur le long terme, il n'est pas normal que le producteur doive cotiser pour écouler du lait C alors que celui-ci est déjà payé au prix mondial voir moins. Dans ces conditions, c'est à l'industrie d'exporter ce lait et à ses frais. Lors de l'abandon du contingentement laitier, l'idée de gérer les quantités par une segmentation était certainement judicieuse, mais il ne fallait pas laisser l'industrie se l'approprier. Une gestion des quantités correcte passe par la restitution de la segmentation à la production. A chaque agriculteur libre de choisir ses quantités de lait C. Si cette proposition se laisse facilement écrire, je suis bien conscient qu'elle n'est pas très réaliste non-plus. Rien n'empêche de relancer le débat.

L'office du développement territorial a mis en consultation la deuxième étape de la révision sur la loi sur l'aménagement du territoire. Deux points essentiels concernent l'agriculture dans cette révision. Le maintien des surfaces d'assolement (SDA) nécessaires à l'approvisionnement du pays et la possibilité de construire ou transformer les bâtiments nécessaire à l'agriculture sans restriction ou contrainte exagérée. Si le premier point amène une certaine amélioration par rapport à la première étape, le deuxième n'est pas de nature à simplifier les procédures et à répondre aux besoins des exploitants agricoles. Les difficultés pour les cantons de mettre en place la première étape nous amènent à penser qu'il est trop tôt pour introduire la deuxième. Après diverses réflexions, AGORA a considéré que cette deuxième étape n'apportait que très peu d'avantages à l'agriculture et qu'il était préférable de rejeter le projet et de continuer de vivre sur les bases de la première étape.

Pour conclure, j'aimerais remercier toutes les personnes qui se dévouent pendant l'année à la bonne marche d'AGORA. Je pense d'abord au personnel, au bureau, aux directeurs de Chambres, aux membres du comité. J'adresse un merci particulier à notre directeur qui malgré une annonce de retraite anticipée l'an dernier continue de mettre toute son énergie en faveur de l'agriculture romande. Etant donné que notre ami Walter ne nous quittera pas avant le mois de décembre de cette année nous avons pensé qu'il était préférable d'attendre l'assemblée générale de 2016 pour l'honorer en bonne et due forme. Donc patience, Walter, les cadeaux, ça ne sera pas pour aujourd'hui.